

Droit Administratif

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-BERNARD AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif
COMITE DE RÉDACTION : MICHEL BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X
 PAUL LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Landwell et Associés)
 MARTINE LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II
 ALAIN MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État
 Professeur associé à l'Université Paris-XII

42^e ANNÉE - N° 1 - JANVIER 2003

Chroniques 1 et 2

Commentaires 1 à 29

Pratiques 1

Actualités 1 à 8



JurisClasseur
Groupe LexisNexis

La Rédaction vous présente
ses meilleurs vœux
pour l'année 2003

LA CONSTRUCTION SUR UNE PARCELLE DÉTACHÉE D'UN TERRAIN BÂTI

(page 4)

Par **Sylvain PÉRIGNON**

Directeur de recherches au CRIDON de Paris

LES SERVICES D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(page 8)

Par **Dominique DALMAS**

Directrice des affaires juridiques du CNRS

et **Samuel VALCKE**

Directeur adjoint des affaires juridiques du CNRS

PRATIQUES : Délégations de services publics :
recomposition des groupements entre les deux tours

CE Dans la sélection des Commissaires du Gouvernement :

7 **Marchés : règlement de consultation et qualification des entreprises** (page 19)

10 **Situation des personnels de la Banque de France** (page 24)

16 **À propos des statuts d'emplois** (page 28)

COMMENTAIRES

5 **CONTRATS**
Tarifs du service public délégué (page 17)

8 **MARCHÉS**
Conditions d'admissibilité des variantes (page 21)

11 **ENTREPRISES PUBLIQUES**
Responsabilité de la banque qui a prêté à une SEM (page 25)

6 **MARCHÉS**
Application du CMP aux prestations d'analyse médicale (page 18)

9 **ENSEIGNEMENT**
Langues régionales : illégalité de la méthode d'immersion (page 22)

22 **PROCÉDURE**
L'intérêt pour agir en référé-suspension (page 33)

Voir sommaire page 2

SOMMAIRE

Actualités	n° 1 à 8	FONCTION PUBLIQUE (page 27)	
		<i>Agents non titulaires</i> : Recrutement de contractuels pour exercer des fonctions à temps incomplet ..	n° 14
CHRONIQUES		<i>Organismes paritaires</i> : Principe d'impartialité ..	n° 15
La construction sur une parcelle détachée d'un terrain bâti	Chron. 1	<i>Statuts</i> : À propos des statuts d'emplois Note CE ..	n° 16
Les services d'activités industrielles et commerciales des établissements d'enseignement supérieur	Chron. 2	<i>Discipline</i> : La procédure disciplinaire des magistrats n'est pas soumise aux dispositions de l'article 6 § 1 de la Convention EDH	n° 17
		PROCÉDURE (page 30)	
COMMENTAIRES		<i>Limites du contentieux administratif</i> : Le juge administratif n'est pas compétent pour se prononcer sur un règlement intérieur adopté par le Conseil constitutionnel	n° 18
ACTE ADMINISTRATIF (page 13)		<i>Appel</i> : Le juge d'appel et les fins de non-recevoir ..	n° 19
<i>Application dans le temps</i> : Régime de l'acte administratif obtenu par fraude	n° 1	<i>Transaction</i> : Un important avis sur l'intervention possible du juge	n° 20
<i>Pouvoir réglementaire</i> : Délai raisonnable pour prendre les mesures d'application d'un décret ..	n° 2	<i>Juridictions administratives</i> : Peuvent-elles contenir des fonctionnaires ?	n° 21
<i>Procédure administrative non contentieuse</i> : Les AAI sont-elles soumises aux dispositions de la loi du 12 avril 2000 ? Note Paul Cassia ..	n° 3	<i>Référé</i> : L'intérêt pour agir en référé-suspension ..	n° 22
ADMINISTRATIONS D'ÉTAT (page 16)		Note Jean-Marc Février	n° 22
<i>Autorités administratives indépendantes</i> : Les AAI et l'impartialité exigée par l'article 6 § 1 de la Convention EDH	n° 4	Référé-suspension et pluralité de motifs	n° 23
CONTRATS (page 17)		<i>Incidents</i> : L'auteur du désistement doit mesurer la portée de sa décision	n° 24
<i>Délégations de service public</i> : À propos des tarifs du service Note Alain Ménéménis	n° 5	<i>Cassation</i> : L'appréciation du caractère naturel d'un espace est une question de fait Note CE	n° 25
<i>Marchés</i> : Application du CMP aux prestations d'analyse médicale Note Alain Ménéménis ..	n° 6	RESPONSABILITÉ (page 37)	
Règlement de consultation et qualification des entreprises Note CE	n° 7	<i>Hôpitaux</i> : Naissance d'un enfant handicapé après erreur de diagnostic	n° 26
Conditions d'admissibilité des variantes Note Alain Ménéménis	n° 8	SERVICES PUBLICS (page 38)	
ENSEIGNEMENT (page 22)		<i>Qualification de service public</i> : Activités de normalisation Note Antonino Troianiello	n° 27
<i>Règles générales</i> : Langues régionales : le CE confirme l'illégalité de la méthode de l'immersion ..	n° 9	URBANISME (page 40)	
ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS (page 24)		<i>Permis de construire</i> : Les murs séparatifs doivent être présumés copropriété	n° 28
<i>Entreprises publiques</i> : Situation des personnels de la Banque de France Note CE	n° 10	<i>Préemption</i> : Suspension des décisions de préemption en référé	n° 29
<i>Sociétés d'économie mixte</i> : Responsabilité d'un organisme bancaire ayant prêté à une SEM Note Marie-Yvonne Benjamin	n° 11	PRATIQUES (page 42)	
ÉTRANGERS (page 26)		<i>Délégations de services publics</i> : recombinaison des groupements entre les deux tours, par Paul Lignières, Cécile Chapellier	n° 11
<i>Éloignement</i> : L'expulsion crée une situation d'urgence au sens du référé-suspension	n° 12	Table du nom des requérants	p. 41
<i>Séjour</i> : Restrictions possibles à la libre circulation des ressortissants communautaires	n° 13	VEILLE LÉGISLATIVE	p. 43

Ce numéro comporte un encart jeté " Juris-Classeur Contrats et marchés "

Index général

" J " renvoie à de la Jurisprudence, " T " renvoie à des Textes, " A " renvoie aux Actualités

Acte administratif	1-J, 2-J, 3-J	Entreprises publiques	10-J	Marchés publics	3-A, J-6, J-7, J-8
Administrations d'État	4-J	Étranger	12-J, 13-J, 3-J	Référé	22-J, 23-J, 5-A
Contentieux administratif ..	18-J, 19-J, 20-J, 24-J, 25-J	Expropriation	T, p. 43	Responsabilité	26-J
Délégation de service public ..	5-J, prat. 11	Fonction publique	2-A, 14-J, 15-J, 16-J, 17-J, 7-A, 8-A, T p. 43	Service public	273-J
Domaine	T, p. 43	Hôpitaux	26-J, T, p. 43	Société d'économie mixte ..	11-J
Élection présidentielle	1-A	Installations classées	4-A	Urbanisme	28-J, 29-J, T, p. 43
Enseignement	9-J	Juridictions administratives ..	J-21		